

Convention collective départementale

IDCC : 1627. – **MÉTALLURGIE ET CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
DE CLERMONT-FERRAND ET DU PUY-DE-DÔME**

(17 janvier 1992)

(Bulletin officiel n° 1992-11 bis)

*(Etendue par arrêté du 7 octobre 1992,
Journal officiel du 16 octobre 1992)*

■ *Journal officiel* du 15 mars 2006

**Arrêté du 2 mars 2006 portant extension d'accords conclus dans le
cadre de la convention collective des industries de la métallurgie
et des constructions mécaniques de Clermont-Ferrand et du Puy-
de-Dôme (n° 1627)**

NOR : SOCT0610547A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1992 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 30 mars 2005, portant extension de la convention collective des industries de la métallurgie et des constructions mécaniques de Clermont-Ferrand et du Puy-de-Dôme (4 annexes) du 17 janvier 1992 ainsi que des textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'accord du 7 novembre 2005, relatif aux salaires minimaux hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 7 novembre 2005, relatif aux taux effectifs garantis, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 3 janvier 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries de la métallurgie et des constructions mécaniques de Clermont-Ferrand et du Puy-de-Dôme (4 annexes) du 17 janvier 1992, tel qu'étendu par l'arrêté du 7 octobre 1992, modifié par l'accord du 3 mai 1993 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 7 novembre 2005, relatif aux salaires minimaux hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord du 7 novembre 2005, relatif aux taux effectifs garantis, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte des accords susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/50, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.